

INDICES INTERNATIONAUX

Les leçons à tirer

Maurice se démarque à l'échelle de l'Afrique au niveau de la facilitation des affaires. Mais le pays est moins performant à l'indice de perception de la corruption et sur le plan de l'emploi des femmes.

Himanshu MARCHURCHAND

Les réformes initiées depuis 2006 pour améliorer l'environnement des affaires donnent des résultats probants. En témoigne la forte progression de 24 places du pays dans le classement sur la facilitation des affaires de la Banque mondiale. Maurice passe de la 49^e à la 25^e place. Le rapport note des améliorations dans huit indicateurs sur dix.

Quoique étant un facteur clé, le cadre des affaires ne dit pas tout sur notre potentiel de compétitivité, surtout dans un contexte où notre objectif est de devenir à terme un pays à revenu élevé. Ainsi, sous d'autres indices internationaux, la performance du pays est loin d'être flatteuse. C'est le cas du Global Gender Gap Index (113^e place en 2016), du Corruption Perceptions Index (50^e place en 2016) et du Press Freedom Index (56^e place).

Notre classement sous le Global Gender Gap Index interpelle l'économiste Pierre Dinan qui insiste que le pays a besoin de fédérer toutes ses ressources humaines pour améliorer sa performance économique. Or, les chiffres montrent que 70 % à 80 % des hommes au chômage sont à la recherche d'un emploi. A contrario, seulement 40 % à 45% des femmes au chômage recherchent activement un emploi. «Cela veut dire que 55 femmes sur 100 en âge de travailler ne le font pas pour diverses raisons, qu'elles soient

familiales ou autres. Ce qui est un gaspillage de ressources», observe l'économiste.

Pour inciter les femmes à participer plus activement au développement économique, Pierre Dinan recommande l'introduction du télétravail, l'allongement du congé de maternité et plus d'accès aux crèches. Il s'inquiète également du taux de fécondité qui est actuellement de 1,4 enfant par femme. Alors qu'il faut un taux minimum de 2,1 enfants par femme rien que pour le remplacement de la population, souligne Pierre Dinan.

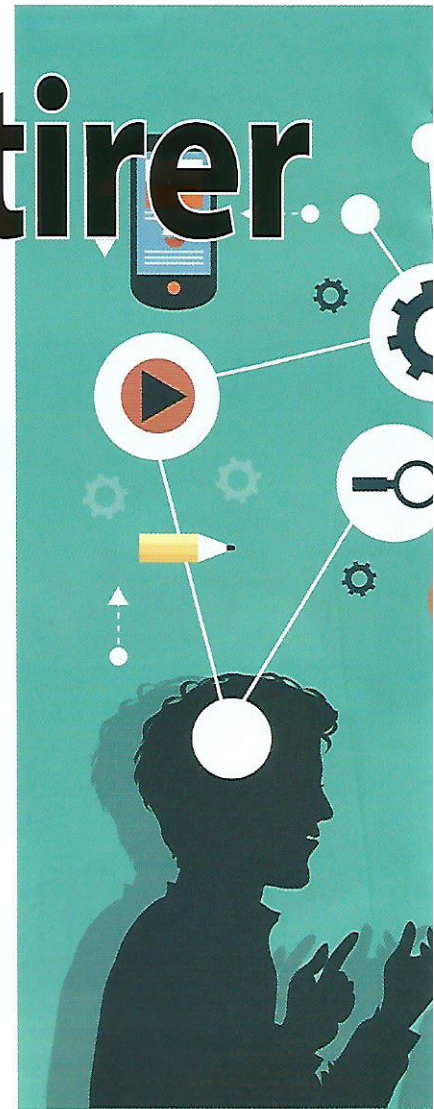
DES MOTS SANS SUBSTANCE ?

Commentant le Corruption Perceptions Index, il attire l'attention sur un fait important : la corruption empêche une utilisation optimale des ressources et impacte l'économie et la productivité. Selon l'indice de perception de la corruption de Transparency International pour 2016, Maurice se classe au 50^e rang avec un score de 54. En 2015, Maurice se classait en 45^e position avec un score de 53. Même si le pays réalise un meilleur score en 2016, il chute néanmoins au classement, fait ressortir Rajen Bablee, directeur de Transparency Mauritius. Cela s'explique par le fait que nous vivons dans un environnement dynamique et que nous ne

pouvons nous reposer sur nos lauriers. «Il faut se rendre à l'évidence que l'Afrique bouge. Dans son plan stratégique pour les trois prochaines années, le gouvernement mentionne qu'il veut améliorer le classement de Maurice afin qu'il passe d'un score de 54 à 66 d'ici à 2030. Il ne faudrait pas que ce soit des mots sans substance», argue-t-il.



Rajen Bablee fait ressortir qu'en 2014, le gouvernement promettait une guerre sans merci contre la corruption, le favoritisme et le népotisme. Or, en 2017, à mi-mandat de la présente mandature, on continue de parler au futur. «Avec tous les scandales par rapport à l'éthique et la bonne gouvernance qui ont éclaté récemment,



devrons-nous nous étonner si Maurice glisse vers le bas ? Que fera-t-on alors ?», se demande-t-il. Le directeur de Transparency Mauritius préconise que le gouvernement vienne de l'avant rapidement avec un code d'éthique pour les parlementaires et adopte des lois sur le financement des partis politiques, la déclaration des avoirs des politiciens et hauts cadres du secteur public et la libre circulation de l'information.

Sur ce dernier point, Pierre Dinan estime qu'il est primordial que les médias opèrent dans un environnement sain. Selon lui, la liberté de la presse est fondamentale dans le sens qu'elle implique que les autorités doivent rester sur le qui-vive et veiller à ce qu'il n'y ait pas d'abus.



**Ibrahim Index
Maurice reste
en tête**

Maurice se classe une fois de plus au premier rang de l'Ibrahim Index of African Governance (IIAG) 2017, qui analyse le respect de la bonne gouvernance dans les pays africains, avec un score de 81,4 points. L'IIAG note toutefois que le pays est en train de laisser paraître des «warning signs» de ralentissement avec une tendance négative sur les cinq dernières années bien que la tendance sur la dernière décennie demeure positive. Maurice réalise le meilleur score à l'indice «safety and rule of law» avec 82,7 points.

Facilitation des affaires. **Comment se fait l'exercice**

Dans le cadre de la préparation du rapport sur le Doing Business pour évaluer la performance d'un pays, la Banque mondiale fait parvenir un questionnaire à différentes entreprises. Si besoin est, des questions supplémentaires sont envoyées.

Environ 300 entreprises sont contactées, mais, au bout du compte, seulement une cinquantaine répondent au questionnaire, indique Reza Uteem du cabinet Uteem Chambers, qui a participé à l'exercice cette année. Après quoi, un représentant de la Banque mondiale rencontre des cadres du ministère des Finances pour expliquer comment le pays peut améliorer son classement. Cette année, suivant cette réunion de travail, le gouvernement a amendé la *Business Facilitation Act* peu avant la présentation du Budget. De plus, une série des mesures recom-

mandées par la Banque mondiale ont été introduites, précise Reza Uteem.

À noter que la Banque mondiale publie les résultats des participants qui acceptent la publication de leurs noms dans le Doing Business Report, indique par ailleurs Carolin Geginat, Program Leader, Equitable Growth, Finance & Institutions, Mozambique, Madagascar, Comoros, Mauritius and the Seychelles, dans une correspondance à *Business Magazine*.

Dans une analyse intitulée *A Review of Doing Business (2013)*, les économistes Daron Acemoglu, Paul Collier, Simon Johnson, Michael Klein et Graeme Wheeler indiquent que le rapport sur la facilitation des affaires a été à la base de 350 réformes depuis 2003.

Toutefois, ils font ressortir que le rapport ne reflète pas la réalité des petites entre-

prises des pays en voie de développement, qui dans une grande mesure opèrent dans l'économie informelle, et ne prend pas en considération le facteur de la corruption. De même, l'étude souligne que le classement favorise une idéologie «one-size fits all», l'intérêt du business au détriment des individus, reflète un «Western agenda», de même qu'une préférence pour une loi commune. Il se pourrait que le Doing Business soit en train de tromper les décideurs, estiment les économistes. «Des facteurs comme la stabilité sociale, la qualité des politiques macro-économiques, l'état des infrastructures ou le niveau de l'éducation ne sont pas couverts par le 'Doing Business'. Or, ils sont tous importants pour les investisseurs. Le Doing Business n'est pas un 'Investor Attraction Index', soulignent-ils.